



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 02/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Aperam Stainless France

4 Place des Forges
71130 Gueugnon

Références : CL/NM/2025/M_119
Code AIOT : 0005401144

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement Aperam Stainless France implanté 4 Place des Forges 71130 Gueugnon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle s'est attachée à examiner plus particulièrement les moyens mis en oeuvre par Aperam pour économiser l'eau ainsi que sa gestion des effluents aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aperam Stainless France
- 4 Place des Forges 71130 Gueugnon
- Code AIOT : 0005401144

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Aperam Stainless est spécialisée dans la production de laminés à froid en aciers inoxydables destinés aux marchés européens et hors européens à partir des coils noirs fournis par Aperam Stainless Belgium.

Les activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui sont exercées à Gueugnon sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du n° 07-02759 du 17 juillet 2007.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conception et entretien des réseaux de collecte	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 4.2.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Mise hors crue des bassins	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 2.1.1.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 1.7.3.	Demande d'action corrective	2 mois
5	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 4.2.1.	Demande d'action corrective	2 mois
7	Ouvrages de prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 4.1.2.	Demande d'action corrective	3 mois
8	Règles de gestion de stockage des rétentions	Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 7.6.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Garanties financières	Code de l'environnement du 28/02/2025, article R.516-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sobriété hydrique (action nationale)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
6	Prélèvement et consommation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'eau en période de sécheresse		
9	Rejets/réduction de substances dangereuses dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Fondée courant de 18^{ème} siècle, l'usine de Gueugnon est constituée d'une mosaïque d'équipements modernes et anciens. Vitrine du passé industriel français, certains équipements sont même abandonnés ou en passe de l'être. Les réseaux de collecte des effluents, sont, pour une grande partie, enterrés. Ils ont également fait l'objet toute leur vie de modification, de réparation et d'abandon. L'exploitant peine ainsi aujourd'hui à y voir clair et l'intégrité de leur ségrégation semble contestable. Qu'il s'agisse des réseaux des eaux de toiture, des eaux de voirie, des eaux de procédés, des analyses ou des événements remarquables, des événements comme les crues d'avril 2024, montrent que des interconnexions ou des fuites existent. Il convient donc que l'industriel mette en place une stratégie comprenant un diagnostic suivi d'un plan d'action.

La visite s'est également attachée à examiner les mesures que l'exploitant s'est engagé à prendre en matière de sobriété hydrique et les restrictions qu'il devra prendre en épisodes de sécheresse.

Elle s'est également intéressée à pousser la finalisation de la démarche dite « recherche de substances dangereuses dans l'environnement » (RSDE) et l'actualisation des garanties financières suite à la publication de la loi « industrie verte ».

Les constats effectués lors de cette visite et les échanges qui ont suivi entre l'exploitant et l'inspection de l'environnement conduisent à proposer au préfet de Saône-et-Loire un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires sur ces sujets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sobriété hydrique (action nationale)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Autre, Ressources en eau
Prescription contrôlée : <p>« L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; • limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; • respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; • gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »

Constats :

1.- Principaux usages de l'eau sur le site

L'utilisation de l'eau sur le site industriel est inhérente aux procédés de fabrication lors des étapes clés de refroidissement ou de mise à niveau des solutions utilisées pour la préparation de surface des matériaux. Le prélèvement, limité par l'arrêté préfectoral à 2 000 000 m³/an, est sur les 3 dernières années en moyenne de l'ordre de 740 000 m³/an. L'alimentation en eau du site est faite par un captage en surface dans la rivière Arroux et par une connexion au réseau d'eau de ville pour les besoins d'eau potable, limitée quant à elle à 82 000 m³/an.

2.- Efforts de sobriété hydrique déjà réalisés

L'exploitant a modifié le fonctionnement de ses tours aéroréfrigérantes : naguère en circuit ouvert, elles fonctionnent désormais en circuit hybride (refroidissement adiabatique).

3.- Leviers d'efficacité hydrique et projets envisagés à ce stade

Deux pistes sont actuellement étudiées par l'exploitant :

- l'une concerne la substitution d'un nouveau procédé à l'acide chlorhydrique actuellement utilisé pour le décapage. L'exploitant examine la faisabilité d'employer un autre acide moins consommateur d'eau ou une technologie mécanique. Un avant-projet détaillé était attendu pour la fin de l'année 2024 ;
- l'autre porte sur les possibilités de recyclage de l'eau, notamment celui des eaux pluviales non polluées provenant de la toiture des bâtiments du site. L'exploitant s'est rapproché d'un cabinet spécialisé en la matière (NEWASYS) dont il a reçu une offre commerciale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de compléments :

Ces deux pistes de réflexion méritent d'être poursuivies et approfondies. Pour la valorisation des eaux pluviales non polluées, l'exploitant indiquera si l'offre de la société NEWASYS a été retenue. Dans tous les cas, l'inspection estime qu'une étude en la matière doit rapidement être menée. Il communiquera les conclusions de ces deux réflexions accompagnées des plans d'action associés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conception et entretien des réseaux de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 4.2.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage et étanchéité des bassins

Prescription contrôlée :

« Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. (...) »

<p>Constats :</p> <p>Les différentes visites d'inspection menées par la DREAL ces dix dernières années ont permis de constater une quantité importante de déchets dangereux (dont des boues d'hydroxydes métalliques, des calamines humides et des hydrocarbures) au niveau de différents bassins de collecte d'eau. Le transit de ces déchets y est autorisé, dans l'attente de leur traitement, pour peu que tout risque de pollution soit prévenu. L'inspection s'était alors interrogée sur l'étanchéité réelle de ces bassins : en effet, si elle n'est pas assurée, la présence de déchets en de telles quantités dans les bassins fait naître le risque de les voir se répandre dans l'environnement.</p> <p>L'exploitant avait alors lancé un vaste chantier de diagnostics, dont l'inspection a été rendue destinataire. Il en ressort ce qui suit : sur les 7 bassins inspectés, tous présentent une étanchéité défailante et des désordres structurels. À ce jour, la rénovation des bassins « ex rejet 5 (nord et sud) » et « ex rejet 7 » étant parachevée, on peut considérer que leur étanchéité est recouvrée. Reste à réfectionner les 4 bassins suivants : « ex rejet 3 (nord et sud) », « ex rejet 2 » et « ex rejet 1 bis ». À noter que des travaux sont également à planifier pour améliorer l'étanchéité des bassins déportés A et B.</p> <p>Il reste d'importants travaux d'étanchéité à mener, toutefois l'exploitant s'interroge sur une nouvelle stratégie à adopter : relever l'ensemble des eaux de procédé vers la station de traitement. Il explique que cette solution aurait l'avantage de gommer le bras mort sur l'Arroux, qui se forme entre le point de prélèvement et le point de rejet en période de tension hydrique, et de limiter les effets de relargage de boues en cas d'inondation des bassins.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant indiquera s'il retient l'option de relever l'ensemble de ses eaux de procédé vers la station de traitement. Dans le cas négatif, il justifiera des démarches fermes entreprises pour rénover les bassins, en premier lieu l'« ex rejet 1bis ».</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Mise hors crue des bassins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 2.1.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise hors crue des bassins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; • la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ; • prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentel, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la

salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. »

Constats :

Les différentes visites d'inspection menées par la DREAL ces dix dernières années ont permis de constater une quantité importante de déchets dangereux (dont des boues d'hydroxydes métalliques, des calamines humides et des hydrocarbures) au niveau de différents bassins de collecte d'eau. Le transit de ces déchets y sont autorisées, dans l'attente de leur traitement, pour peu que tout risque de pollution soit prévenu.

Lors des crues de 2018, certains bassins avaient été atteints par la montée des eaux, induisant un risque de charriage des déchets dangereux. Une étude a été lancée sur l'ensemble des bassins pour apprécier leur vulnérabilité au phénomène de crues : sur les 7 bassins inspectés, 4 ont été identifiés comme insuffisamment protégés.

Les crues de 2024, particulièrement intenses, ont montré un déficit de protection de tous les bassins. Certains bassins ont été inondés directement par débordement au-dessus des murs d'enceintes et d'autres, par remontée des eaux par l'aval via des canalisations (voir constat n°4 - Équipements abandonnés).

L'exploitant doit donc poursuivre ses efforts pour lutter contre cet aléa naturel qui peut entraîner une remise en suspension de boues sédimentées au fond des bassins, potentiellement chargées en polluants, et leur relargage dans le cours d'eau principal.

Deux pistes de réflexion semblent s'offrir à l'exploitant :

- poursuivre l'aménagement des bassins et les points de rejet, notamment en les rehaussant et en installant des clapets anti-retour ou des trop pleins ;
- relever les eaux de procédé, génératrices de boues, vers la station de traitement TE02. Cette solution requiert avant tout une connaissance précise des infrastructures souterraines des réseaux de collecte et une gestion rigoureuse. On rappellera ici l'une des conclusions du Burgeap dans son rapport de juillet 2019 qui précisait : « *Il serait intéressant de réaliser une étude sur les entrants de ces bassins, qui sont mal connus. Cela permettrait de mieux séparer les eaux pluviales, qui seront stockées dans les bassins, des eaux de process qui devraient être envoyées à la station de traitement et ainsi diminuer la quantité de boues au fond des bassins et améliorer leur qualité.* »

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant définira un plan d'action ferme et le transmettra à l'inspection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Équipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 1.7.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Cave du laminoir skin-pass n° 2

Prescription contrôlée :

« Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. »

Constats :

Lors de l'épisode de crue d'avril 2024, l'eau de l'Arroux est remontée par des canalisations raccordées à plusieurs caves techniques qui peuvent comprendre des groupes hydrauliques, des systèmes mécaniques ou des réservoirs. Certaines d'entre elles ont été inondées mais n'ont pas toutes été immédiatement vidangées : seules celles utiles à la production industrielle le furent. C'est ainsi que les équipements de la cave du laminoir skin-pass n° 2, réformé, sont restés submergés plusieurs jours. Les eaux se sont ainsi chargées d'hydrocarbures et d'huile de laminage puis ont lentement migré lors de la décrue vers un exutoire qui n'était pas condamné au niveau du point de rejet n° 4. Cet incident a quelque peu surpris les équipes d'Aperam qui pensaient que ces caves formaient des rétentions étanches.

L'inspection relève une non-conformité en constatant que l'exploitant n'a pas, d'une part, dépollué la cave du laminoir skin-pass n° 2, réformé depuis plusieurs années, et, d'autre part, assuré l'isolement de cette cave des canalisations auxquelles elle est reliée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Tout d'abord, l'inspection rappelle que tout équipement abandonné doit être retiré.

Pour prévenir la récurrence de cet épisode de pollution, l'exploitant s'assurera :

- de la dépollution de toutes les caves qui ne sont plus en service ;
- du confinement de ces caves en les isolant de toutes canalisations reliées à elles.

L'exploitant justifiera auprès de l'inspection des installations classées de la bonne réalisation de ces opérations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 4.2.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux

Prescription contrôlée :

« Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux articles 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels ou de la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collectes des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. (...) »

Constats :

Lors de l'épisode de crue d'avril 2024, l'eau de l'Arroux est remontée par des canalisations

raccordées à plusieurs caves techniques qui peuvent comprendre des groupes hydrauliques, des systèmes mécaniques ou des réservoirs. Certaines d'entre elles ont été inondées mais n'ont malheureusement pas toutes été immédiatement vidangées : seules celles utiles à la production industrielle le furent. C'est ainsi que les équipements de la cave du laminoir skin-pass n° 2, réformé, sont restés submergés plusieurs jours. Les eaux se sont ainsi chargées d'hydrocarbures et d'huile de laminage puis ont lentement migré lors de la décrue vers un exutoire qui n'était pas condamné au niveau du point de rejet n° 4. Cet incident a quelque peu surpris les équipes d'Aperam qui pensaient que cet exutoire n'était pas relié à cette cave.

L'inspection relève une non-conformité en constatant que le milieu récepteur n'est pas isolé du réseau de collecte des effluents.

Commentaires de l'inspection :

L'inspection constate également que l'exploitant n'a pas une vision claire de ses infrastructures souterraines, notamment des réseaux de collecte des effluents. Depuis sa création au XVIII^e siècle, le site de Gueugnon a fait l'objet de nombreuses modifications dont la chronologie est difficile à retracer. Aujourd'hui des zones d'ombres subsistent concernant l'origine des effluents qui arrivent aux bassins. Une chose est sûre : certains bassins ne collectent pas que des eaux pluviales, mais aussi des eaux de procédés ; la nature des sédiments qui se déposent au fond et plusieurs épisodes de pollutions qui ont émaillé l'année 2024 ne laissent aucun doute sur ce sujet.

Aperam a compris qu'il était primordial de lancer un diagnostic des réseaux, afin d'avoir une connaissance plus précise des entrants dans les bassins. L'inspection soutient pleinement cette initiative, que l'exploitant semble avoir récemment intégrée dans un contrat passé avec la société SUEZ. Ce diagnostic des réseaux enterrés permettra de proposer des actions plus adaptées et efficaces pour ségréger les eaux pluviales des eaux de process et de diminuer ainsi les volumes arrivant aux bassins et améliorer la qualité des rejets. Il offrira également l'opportunité d'examiner les solutions pour récupérer des eaux pluviales. L'inspection propose de borner cette démarche dans le temps par voie d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- 1.- Pour prévenir la récurrence de cet épisode de pollution, l'exploitant s'assurera de la condamnation de cet exutoire (point de rejet n° 4). Il justifiera auprès de l'inspection des installations classées de la bonne réalisation de cette opération ;
- 2.- Pour le diagnostic des réseaux et le plan d'action associé, se référer au projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Prélèvement et consommation d'eau en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14

Thème(s) : Autre, Restriction en périodes de sécheresse

Prescription contrôlée :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite

sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.

L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie.

Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application de l'article R. 211-71 du code de l'environnement. Ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe. »

Constats :

Les périodes de sécheresse semblent de plus en plus fréquentes et marquées en France métropolitaine. En parallèle des efforts de sobriété hydrique déjà réalisés et de ceux qui restent à produire, il paraît donc nécessaire de mener une réflexion sur les conditions de prélèvements et la consommation de l'eau en cas de sécheresse.

Sur la base des dispositions qui avaient été prescrites en urgence lors d'un épisode de sécheresse en 2019, l'exploitant et l'inspection ont convenu d'un ensemble de mesures pouvant désormais être soumis à la signature du préfet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Ouvrages de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 4.1.2.

Thème(s) : Autre, Canal central

Prescription contrôlée :

« Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau sont composés des éléments suivants :

- un barrage sur la rivière l'Arroux ayant les caractéristiques suivantes (...);
- une passe à poisson (...);
- un système de pompage ayant les caractéristiques suivantes :

CARACTÉRISTIQUES DU POMPAGE	DONNÉES
Débit d'exploitation	600 m ³ /h
Régime d'exploitation	En continu
Caractéristiques des pompes : Pompe 1 Pompe 2	Diamètre 250, débit 600 m ³ /h Diamètre 250, débit 600 m ³ /h

Pompe 2 Pompe 3 Pompe 4	Diamètre 250, débit 600 m ³ /h Diamètre 250, débit 300 m ³ /h Diamètre 250, débit 420 m ³ /h
Programme de suivi	Dispositif de mesure totalisateur des prélèvements et clapet anti-retour
Capacité de stockage de l'eau pompée (château d'eau)	400 m ³

»

Constats :

Dans les faits, il apparaît qu'un autre ouvrage de prélèvements, non référencé dans l'arrêté d'autorisation, est actif sur le site : une partie de l'eau de la rivière est dérivée vers un ancien canal d'eau usinier central, creusé au XVIII^e siècle, traversant le site de Gueugnon selon l'axe du nord-sud. Naguère destinée à l'approvisionnement des matières puis à la production d'énergie hydraulique, l'eau de la rivière transitant par ce canal ne semble plus présenter vraiment d'intérêt industriel. Le canal quant à lui recueille encore les purges de quelques équipements (générateurs de vapeur et tour aéroréfrigérante RB11).

D'un point de vue administratif, ce point de captage n'est pas conforme puisqu'il n'est pas recensé dans la liste des ouvrages de prélèvements de l'arrêté préfectoral en vigueur. En outre, le volume d'eau qui transite par ce canal n'est pas comptabilisé au titre des prélèvements réalisés. Le volume déclaré par l'exploitant tous les ans est donc systématiquement minoré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à :

- soit se placer dans une situation conforme à l'arrêté préfectoral, en asséchant ce canal ;
- soit déposer un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation visant la régularisation de la situation administrative de ce canal.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Règles de gestion de stockage des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2007, article 7.6.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des rétentions

Prescription contrôlée :

« (...) L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. (...) »

Constats :
Lors de la visite des installations, aux abords du stockage d'eau oxygénée, le responsable d'Aperam a appris que la capacité utile de rétention dudit stockage n'était plus disponible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'apporter des explications sur la nature et les causes de cette perte de disponibilité. Il rappellera les mesures qu'il avait décidé de prendre suite à l'incident du 26/08/2022 et le planning de réalisation associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Rejets/réduction de substances dangereuses dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Révision des valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : <p>« L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites d'émission en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. Elles sont applicables en sortie de station de traitement des effluents de l'installation de traitement de surfaces.</p> <p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; • suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). »
Constats : <p>La société Aperam exerce une activité de laminage à froid d'acier faisant appel à des procédés chimiques. Elle relève donc la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes). À ce titre, l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement » s'applique à l'établissement. Cet arrêté a été modifié par l'arrêté ministériel RSDE (rejets/réduction de substances dangereuses dans l'eau) du 24/08/2017 et demandait à ce que l'exploitant se positionne ensuite sur les substances susceptibles d'être rejetées (présence ou absence de la substance dans son rejet, périodicités de suivi à appliquer dès le 01/01/2018 et valeurs limites applicables en 2020 et 2023) à travers une démarche argumentée et tracée : par exemple via son programme de surveillance de ses rejets.</p> <p>À l'issue de plusieurs échanges avec l'inspection de l'environnement, Aperam a transmis son positionnement final par courriel du 20/10/2021. Il convient désormais de l'encadrer par voie d'un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/02/2025, article R.516-1
Thème(s) : Situation administrative, Révision des valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : « Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : 1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ; 2° Les carrières ; 3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ; 4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone ; 5° Abrogé* » <i>* La loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement a récemment allégé le régime des garanties financières en abrogeant, par décret du 06/07/2024, celles que devaient constituer les installations mentionnées au 5° du R. 516-1.</i>
Constats : Le site Aperam de Gueugnon était jusque-là concerné par la constitution de trois capacités financières en tant que : <ul style="list-style-type: none">• installations visées au 1° du R.516-1 du code de l'environnement pour le stockage de déchets dangereux, notamment le crassier (AP du 17/07/2007 modifié le 08/08/2013). Couvert par l'acte de cautionnement n° FRSUNA18717 ;• installations visées au 3° du même article, classées SSH au titre du stockage d'HF (AP du 17/07/2007 modifié le 08/08/2013). Couvert par l'acte de cautionnement n° FRSUNA18718 ;• installations visées au 5° du même article pour la mise en sécurité du site (APC du 10/07/2014). Couvert par l'acte de cautionnement n° FRSUNA16796. Il ressort de ce qui précède que l'acte de cautionnement n° FRSUNA16796 est caduc. Les deux autres ne sont pas remis en cause et doivent être maintenus : <ul style="list-style-type: none">• pour l'acte n° FRSUNA18718, une couverture de garantie est attestée jusqu'au 09/04/2026 ;• pour l'acte n° FRSUNA18717, le dernier avenant dont dispose l'inspection des installations classées est échu depuis le 04/04/2024. En outre, ce même avenant mentionne la couverture du site de Laudun et non celui de Gueugnon. Par courriel du 22/10/2024, l'exploitant a transmis un avenant à l'acte de cautionnement n° FRSUNA18717 par lequel le garant s'engage auprès d'Aperam jusqu'au 04/06/2026. Toutefois, cet acte lie toujours le garant au site de Laudun et non à celui de Gueugnon. Il conviendrait de remédier à cette anomalie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Par courriel du 22/10/2024, l'exploitant a transmis un avenant à l'acte de cautionnement n° FRSUNA18717 par lequel le garant s'engage auprès d'Aperam jusqu'au 04/06/2026. Toutefois, cet acte lie toujours le garant au site de Laudun et non à celui de Gueugnon. Il conviendrait de remédier à cette anomalie.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois